

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 02479

Numéro SIREN : 402 523 088

Nom ou dénomination : 3D PLUS

Ce dépôt a été enregistré le 13/05/2022 sous le numéro de dépôt 9092

3D PLUS

Société par actions simplifiée

408 rue Hélène Boucher

78630 BUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2021

3D PLUS

Société par actions simplifiée

408 rue Hélène Boucher

78630 BUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2021

À l'associé unique de la société 3D PLUS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3D PLUS relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er novembre 2020 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d’ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l’associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

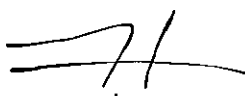
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 31 janvier 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Stéphane MENARD



3D PLUS

Comptes annuels



3D PLUS

Actif		Au 31/10/2021			Au 31/10/2020	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement	6 692 255	5 888 575	803 679	680 404
		Concessions, brevets et droits similaires	4 950 681	4 604 179	346 501	329 736
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours	970 764		970 764	956 038
		Avances et acomptes				
		TOTAL	12 613 700	10 492 755	2 120 945	1 966 179
	Immobilisations corporelles	Terrains	79 000		79 000	79 000
		Constructions	5 096 614	2 927 272	2 169 341	2 595 755
		Inst. techniques, mat. out. industriels	13 384 589	8 840 998	4 543 590	4 933 453
		Autres immobilisations corporelles	2 432 716	1 725 993	706 723	761 081
		Immobilisations en cours	1 151 351		1 151 351	779 110
		Avances et acomptes				
		TOTAL	22 144 270	13 494 264	8 650 006	9 148 401
		Immobilisations financières ^{a)}	Participations évaluées par équivalence			
	Autres participations		1 000		1 000	1 000
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immob. de l'activité de portefeuille					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts		10 046		10 046	10 046
	Autres immobilisations financières		53 455		53 455	49 731
	TOTAL		64 501		64 501	60 777
Total de l'actif immobilisé		34 822 473	23 987 019	10 835 454	11 175 358	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	9 916 336	3 502 424	6 413 911	5 726 816
		En cours de production de biens	3 221 946		3 221 946	2 881 495
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis	12 922 913	6 469 489	6 453 424	6 690 130
		Marchandises				
		TOTAL	26 061 196	9 971 913	16 089 282	15 298 441
	Avances et acomptes versés sur commandes		5 168		5 168	142 910
	Créances ^{a)}	Clients et comptes rattachés	9 910 893		9 910 893	8 891 968
		Autres créances	24 114 483		24 114 483	25 112 261
		Capital souscrit et appelé, non versé				
		TOTAL	34 025 377		34 025 377	34 004 229
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités		8 286 164		8 286 164	8 564 289	
TOTAL		8 286 164		8 286 164	8 564 289	
Charges constatées d'avance		560 083		560 083	271 960	
Total de l'actif circulant		68 937 989	9 971 913	58 966 076	58 281 832	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif		8 798		8 798	3 660	
TOTAL DE L'ACTIF		103 769 261	33 958 932	69 810 328	69 460 850	
Renvois :		(1) Dont droit au bail				
		(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières		10 046	11 105	
		(3) Dont créances à plus d'un an (brut)				
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients		

3D PLUS

Passif		Au 31/10/2021	Au 31/10/2020
Capitaux propres	Capital (dont versé : 1 554 867)	1 554 867	1 554 867
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 601 920	1 601 920
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	155 487	155 487
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées	14 265	14 265
	Autres réserves	37 169 137	31 140 407
	Report à nouveau		
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	15 035 499	14 228 730
	Situation nette avant répartition	55 531 176	48 695 677
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		55 531 176	48 695 677
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	618 519	602 334
Total		618 519	602 334
Provisions	Provisions pour risques	58 798	3 660
	Provisions pour charges		252 000
Total		58 798	255 660
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		3 857 627
	Total		3 857 627
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	1 039 777	1 519 139
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 621 140	3 919 995
	Dettes fiscales et sociales	8 177 890	9 707 676
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	314 529	267 621
Autres dettes	Autres dettes	400 068	612 076
	Instruments de trésorerie		
Total		12 513 629	14 507 369
Produits constatés d'avance			
Total des dettes et des produits constatés d'avance		13 553 406	19 884 136
Écart de conversion passif		48 428	23 042
TOTAL DU PASSIF		69 810 328	69 460 850
Autres dettes	Crédit-bail immobilier		671 311
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an à moins d'un an	12 513 629	18 364 997
	Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (3) dont emprunts participatifs		

3D PLUS

		France	Exportation	Du 01/11/2020 Au 31/10/2021 12 mois	Du 01/11/2019 Au 31/10/2020 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens	4 565 968	49 536 309	54 102 277	53 558 060
	- Services	2 295 279	362 120	2 657 399	1 451 037
	Chiffre d'affaires net	6 861 247	49 898 429	56 759 677	55 009 097
	Production stockée			869 558	927 311
	Production immobilisée			805 254	808 098
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			481 364	364 285
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			212 162	189 356
	Autres produits			324 993	263 740
Total				59 453 011	57 561 889
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats			6 836 884	5 335 686
	Variation de stocks			-885 943	371 123
	Autres achats et charges externes (3)			9 152 794	8 959 477
	Impôts, taxes et versements assimilés			798 226	1 042 718
	Salaires et traitements			13 851 907	12 796 623
	Charges sociales			5 504 631	5 053 372
	Dotations amortissements			2 890 917	2 878 328
	d'exploitation provisions				
Autres charges	• sur immobilisations			1 076 306	1 317 812
	• sur actif circulant			8 798	3 660
	• pour risques et charges			243 175	581 271
Total				39 477 700	38 340 075
Résultat d'exploitation		A		19 975 310	19 221 814
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée	B			
	Perte supportée ou bénéfice transféré	C			
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)			249 001	308 523
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)				6 178
	Reprises sur provisions, transferts de charges				14 614
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				249 001	329 316
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			59 538	312 261
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				59 538	312 261
Résultat financier		D		189 462	17 054
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E		20 164 772	19 238 869

3D PLUS

		Du 01/11/2020 Au 31/10/2021 12 mois	Du 01/11/2019 Au 31/10/2020 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 106	74 226
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge	252 000	190 000
	Total	256 106	264 226
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 841	4 692
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		191
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	50 000	
	Total	55 841	4 883
Résultat exceptionnel		F	
		200 264	259 342
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
		1 567 434	1 369 964
		3 762 103	3 899 517
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		15 035 499	14 228 730
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		3 366
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	321 800	321 800
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

SAS 3D PLUS

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/10/2021

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice	2
1.1	Événements principaux	2
1.2	Événements postérieurs à la clôture	2
1.3	Principes, règles et méthodes comptables	2
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	3
2.1	Actif immobilisé	3
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	4
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	5
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	6
2.1.4	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.	7
2.1.5	Informations financières	8
2.2	Actif circulant	9
2.2.1	État des stocks	9
2.2.2	Stocks de produits achetés	9
2.2.3	Stocks de produits fabriqués	9
2.2.4	Coûts d'emprunts intégrés aux stocks	9
2.2.5	Méthodes de dépréciation des stocks	9
2.2.6	Actif circulant / dépréciations	10
2.2.7	Produits à recevoir	11
2.2.8	Ecarts de conversion actif	11
2.2.9	Charges constatées d'avance	11
2.3	Capitaux propres	12
2.3.1	Capital social	12
2.3.2	Variation des capitaux propres	12
2.3.3	Autres fonds propres	12
2.4	Passifs et provisions	13
2.4.1	Provisions	13
2.4.2	Charges à payer	14
2.4.3	Avances et acomptes reçus sur commandes	14
2.4.4	Autres dettes	14
2.4.5	Ecarts de conversion passif	14
2.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
2.6	Compte de résultat	17
2.6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	17
2.6.2	Autres informations	18
2.6.3	Résultat financier	18
2.6.4	Résultat exceptionnel	18
3	Informations relatives à la fiscalité	19
3.1	Impôt sur les bénéfices	19
3.1.1	Ventilation	19
3.1.2	Impôt différé	19
4	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	20
4.1	Engagements financiers donnés et reçus	20
4.1.1	Engagements donnés:	20
4.1.2	Les engagements de retraites et avantages assimilés	20
4.1.3	Engagements pris en matière de crédit-bail	21
5	Informations diverses	22
5.1	Effectif moyen	22
5.2	Rémunérations des dirigeants	22
5.3	Honoraires des Commissaires aux Comptes	22

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Evénements principaux

A la date du 16 Mars 2020, le gouvernement français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe et dans le monde. De telles mesures ont également été imposés dans les pays avec lesquels travaille 3D Plus.

La volonté première de la direction du groupe Heico et de 3D Plus en France a été de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et ont évolué avec la situation.

La société a ainsi eu recours à l'activité partielle sur les mois de Mars à Juin 2021, d'abord pour l'ensemble du personnel puis avec un retour progressif "à la normale". Le Télétravail a été favorisé lorsqu'il était possible.

La production n'a pas été interrompue et le volume d'activité est resté satisfaisant.

L'entreprise n'a pas eu recours à d'autres aides que l'activité partielle mais a toutefois bénéficié sur l'exercice précédent du report d'échéances sociales (Les cotisations URSSAF Mars et Avril 2020, représentant 1 385 894€ ont été versées dans l'exercice).

Le contrôle fiscal se solde par un rappel de crédits d'impôts recherche sur des projets non retenus à hauteur de 133 813 €. La société avait maintenu dans ses comptes une provision de 252 000 €.

Aucun autre événement ni fait significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

1.2 Evénements postérieurs à la clôture

N'ayant que peu subi les conséquences des premières vagues de la pandémie, 3 D Plus aborde avec sérénité le nouvel exercice. Les perspectives de croissance pourraient toutefois se trouver ralenties par les décisions de divers acteurs du secteur, mais il est pour l'instant difficile d'en mesurer les incidences qui pourraient affecter le moyen terme plus que le court terme.

1.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, en précisant que celui-ci correspond au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

- Aucun coût d'emprunt n'a été comptabilisé en immobilisation.
- Les frais d'acquisitions sont comptabilisés en charges.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	6 006 403	685 852	-	6 692 255
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	5 717 709	909 920	706 183	5 921 446
Corporelles	Terrains	79 000	-	-	79 000
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencés et am. des constructions	5 096 614	-	-	5 096 614
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 350 272	1 054 318	20 001	13 384 589
	Installations générales, agencements, aménagements divers	993 289	131 511	-	1 124 800
	Matériel de transport	4 650	-	-	4 650
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 209 448	99 632	5 814	1 303 267
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	779 110	1 231 682	859 441	1 151 351
	Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL III		20 512 384	2 517 143	885 256	22 144 271
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	1 000	-	-	1 000
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	59 778	3 724	-	63 502
TOTAL IV		60 778	3 724	-	64 502
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		32 297 275	4 116 638	1 591 439	34 822 473

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		5 325 999	562 577	-	5 888 576
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		4 431 934	172 245	-	4 604 179
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	2 500 858	426 414	-	2 927 273
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 416 819	1 444 181	20 001	8 840 998
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	507 177	142 390	-	649 567
	Matériel de transport	2 002	1 550	-	3 552
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	937 127	141 561	5 814	1 072 874
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		11 363 983	2 156 096	25 815	13 494 264
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		21 121 916	2 890 918	25 815	23 987 019

2.1.2.1 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Incorporels		
Frais de développement	Linéaire	3
Brevets déposés par 3D Plus	Linéaire	5
Brevets acquis	Linéaire	20
Logiciels et progiciels acquis ou produits	Linéaire	3
Frais du site Internet	Linéaire	3
Corporels		
Constructions (*)	Linéaire	5/20 ans
Aménagements des constructions	Linéaire	5/10 ans
Matériel industriel	Linéaire	3/5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3/5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5/10 ans

(*) 3 D Plus applique la méthode par composant.

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Cf. 2.1.2 et 2.1.3

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	9 757 933	734 822	-	-	-	10 492 755
Corporelles	11 363 983	2 156 096	-	25 815	-	13 494 264
Financières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21 121 916	2 890 918	-	25 815	-	23 987 019

2.1.4 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

2.1.4.1 Frais de développement

Les frais de développement d'un montant de 6 692 255 € correspondent aux projets terminés immobilisés.

Les frais de développement des projets terminés sont immobilisés chaque année. Les frais de développement des projets n'ayant pas de sérieuses chances de réussite sont comptabilisés en charges. Les frais de développement des projets non terminés sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours et ne font pas l'objet d'amortissement.

Les frais de développement immobilisés sont constitués par plusieurs éléments de charges. Ces charges sont des coûts humains, des coûts d'achat de matières, des coûts indirects, de sous-traitance et de logiciels.

Types de dépenses	Charges	Immobilisations	Durée d'amortissement
<i>Frais de développement Année 2008</i>		323 089 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2009</i>		390 669 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2010</i>		502 023 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2011</i>		356 934 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2012</i>		415 488 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2013</i>		76 053 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2014</i>		719 879 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2015</i>		683 849 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2016</i>		265 164 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2017</i>		751 491 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2018</i>		654 035 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2019</i>		516 991 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2020</i>		350 738 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2021</i>		685 852 €	3 ans
Total		6 692 255 €	

2.1.4.2 Marques et brevets

Tous les brevets détenus par la société ont fait l'objet d'une inscription en immobilisation (même en valeur zéro). Hors annuité, les frais spécifiques à ces brevets déposés sont également immobilisés.

Les brevets sont comptabilisés pour 1 386 366 €.
Les marques sont comptabilisées pour 14 378 €.

2.1.4.3 Immobilisations incorporelles en cours

Ce poste intègre essentiellement les frais de développement des projets non encore terminés qui représentent 966 625 € contre 951 898 € au 31 octobre 2020.

2.1.4.4 Immobilisations corporelles en cours

Ce poste correspond :

- Pour 1 100 144 € à l'acquisition d'un bâtiment qui va devoir être restructuré pour répondre aux besoins de l'entreprise.
- pour 51 207 € à du matériel industriel en cours contre 68 110 € au 31 octobre 2020.

2.1.5 Informations financières

2.1.5.1 Prêts consentis

Solde du prêt consenti l'exercice précédent à un fournisseur dans le cadre des dispositions de la loi Macron : 10 046 €

2.1.5.2 Autres immobilisations financières

Dépôt de garantie : 53 455 €

2.1.5.3 Titres de participation

Informations financières	Capitaux propres avant résultat	Q/P capital détenu	VNC des titres	C.A. HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice
Filiales (+50%)					
Bernier Connect	2 203 732	100%	1 000	10 022 498	1 302 984

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	9 116 336	3 502 424	6 413 912
• Dont stock en transit	555		555
En cours de production de biens	3 221 946		3 221 946
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis	12 922 914	6 469 490	6 453 424
• Produits intermédiaires	1 624 043	588 910	1 035 133
• Produits finis	11 298 871	5 880 580	4 218 291
• Produits en transit			
TOTAL	26 061 196	9 971 913	16 089 282

2.2.2 Stocks de produits achetés

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré).

Le coût d'achat est composé uniquement du prix d'achat des matières concernées.

2.2.3 Stocks de produits fabriqués

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût de production y compris les frais d'approvisionnement. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

2.2.4 Coûts d'emprunts intégrés aux stocks

Aucun coût d'emprunt n'a été intégré aux valeurs de stock.

2.2.5 Méthodes de dépréciation des stocks

2.2.5.1 Dépréciation des matières premières, fournitures et produits semi-ouvrés

- Par lot, à compter de la date d'entrée en stocks ;
- Calcul de la provision sur l'âge en stock :
 - 0% jusqu'à moins de 24 mois d'âge ;
 - 50 % de 24 mois à 36 mois ;
 - 75% de 36 mois à 48 mois ;
 - 100% à partir de 48 mois.

2.2.5.2 Dépréciation des produits finis

- Par lot, à compter de la date d'entrée en stocks ;
- Calcul de la provision sur l'âge en stock :
 - 0% jusqu'à moins de 24 mois d'âge ;
 - 50 % de 24 mois à 36 mois ;
 - 100% à partir de 36 mois ;
- Provisionnement à 100% des articles dont le nombre par lot ne dépasse pas 5.

2.2.6 Actif circulant / dépréciations

2.2.6.1 Tableau des dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks	9 007 252	1 076 307	111 645	9 971 914
Créances	80 850	-	80 850	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	9 088 102	1 076 307	192 495	9 971 914

2.2.6.2 Dépréciation des stocks

Cf. 2.2.5

2.2.6.3 Dépréciation des créances clients

Les créances clients sont dépréciées en application des règles groupe, en fonction de l'ancienneté de la créance selon les règles suivantes (aménagées au 01/04/2020) :

- De 121 à 150 jours : dépréciation de 15%
- De 151 à 180 jours : dépréciation de 25%
- De 181 à 270 jours : dépréciation de 50%
- De 271 à 360 jours : dépréciation de 75%
- Supérieures à 360 jours : dépréciation de 100%

Il n'a pas été constaté de dépréciation en 2021

2.2.6.4 Dépréciation des autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.7 Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs, avoirs à recevoir	13 404
Crédits d'impôts	3 021 598
Organismes sociaux, produits à recevoir	4 410
Total	3 099 412

2.2.7.1 Crédit d'impôt recherche

La société, compte tenu de ses travaux de recherche, bénéficie du Crédit d'impôt recherche. A l'actif figure une créance de 2 991 598 € ; cette créance correspond au crédit d'impôt recherche de l'année civile 2020 pour 1 591 598 € qui sera imputé sur le solde d'impôt sur les sociétés 2020/2021 et à un crédit d'impôt recherche de l'année civile 2021 (10 mois) évalué à 1 400 000 € qui sera imputé sur le solde de l'impôt sur les sociétés 2021/2022.

2.2.7.2 Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir sont comptabilisées selon les "cost statements" établis et transmis aux organismes concernés.

2.2.8 Ecart de conversion actif

Clients	Fournisseurs	Total Ecart de conversion
8 798		8 798

2.2.9 Charges constatées d'avance

Ce poste s'élève à 560 083 € au 31 octobre 2021 et correspond à des charges courantes supportées concernant une période postérieure à la date d'établissement de la clôture.

2.3 Capitaux propres

2.3.1 Capital social

Le capital est composé de 1 554 867 actions de 1 euro de valeur nominale.

Aucun mouvement n'est à signaler sur la période concernée par cette clôture.

2.3.1.1 Identité de la société mère consolidant les comptes de la Société

Heico Electronic Technologies Corp. (Florida, USA)

2.3.2 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	1 554 867	-	-	1 554 867
Réserves, primes et écarts	32 912 080	6 028 730	-	38 940 810
Report à nouveau	-	-	-	-
Résultat	14 228 730	15 035 499	14 228 730	15 035 499
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	602 335	24 549	8 364	618 520
TOTAL	49 298 012	21 088 778	14 237 094	56 149 696

Des dividendes ont été distribués pour 8 200 000 €

2.3.3 Autres fonds propres

- Inclus dans la ligne « autres » des capitaux propres.
- Des avances conditionnées ont été perçues pour 618 519 € au 31 octobre 2021 pour les opérations et programmes ci-dessous :
 - OSEO, Projet « Smartlab » pour un montant de 274 805 €, déjà constatés l'exercice précédent ; l'avance remboursable prévue au total représentera 356 015 € remboursable dès l'atteinte d'un montant cumulé de chiffre d'affaires généré par la vente des produits issus du projet de 300 000 € et en fonction d'un échancier.
 - AURIGA (BPI), Projet « Piave » pour un montant de 218 321 €, pour 226 685 € constatés l'exercice précédent. L'avance remboursable prévue est plafonnée à 365 516 € et sera remboursable par annuité au pourcentage du chiffre d'affaires (tel que défini au contrat) à concurrence de 471 518 €.
- Des intérêts à payer ont été provisionnés sur ces avances pour 125 393 €.

2.4 Passifs et provisions

2.4.1 Provisions

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (C)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	3 660	8 798	3 660	8 798
Provisions pour charges	252 000	50 000	252 000	50 000
TOTAL	255 660	58 798	255 660	58 798

2.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour pertes de change	3 660	8 798	3 660	8 798
Litige		50 000		50 000
Provisions pour impôts	252 000	-	252 000	-
TOTAL	255 660	58 798	255 660	58 798

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	255 660		58 798	137 473	118 187		57 798
Provisions pour charges							
TOTAL	255 660		58 798	137 473	118 187		57 798

2.4.1.2 Evaluation des provisions pour risques et charges

- La provision pour risque correspond à une provision constatée pour faire face aux pertes latentes de change pour 8 798 €, correspondant au montant de l'écart de conversion actif au 31 octobre 2021.
- Une provision a été dotée sur l'exercice à hauteur de 50 000 € liée à une procédure en cours pour contrefaçons initiée par l'entreprise.

2.4.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur avances conditionnées	125 393 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 525 086 €
Dettes fiscales et sociales	7 151 969 €
Total	8 802 448 €

2.4.3 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ce poste regroupe les acomptes clients perçus sur livraisons à venir à hauteur de 1 039 777 €

2.4.4 Autres dettes

Ce poste comprend les acomptes sur subventions pour 400 068 €.

2.4.5 Ecart de conversion passif

Clients	Fournisseurs	Total Ecart de conversion
	48 428	48 428

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		53 455	-	53 455
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		9 910 894	9 910 894	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*	10 046	10 046	-
	Personnel et comptes rattachés		1 361	1 361	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		4 410	4 410	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	3 218 417	3 218 417	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	285 387	285 387	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	6 326	6 326	-
	Groupe et associés		20 578 878	20 578 878	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		19 704	19 704	-
	Charges constatées d'avance		560 083	560 083	-
TOTAL			34 648 962	34 595 507	53 455

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		3 510 091	3 510 091	-	-
Personnel et comptes rattachés		5 708 500	5 708 500	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		2 029 643	2 029 643	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	101 161	101 161	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	738 655	738 655	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		425 579	425 579	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		12 513 629	12 513 629	-	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	-

2.6 Compte de résultat

2.6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendue :	4 565 968	49 536 309	54 102 278
- Biens			
- Services	2 295 279	362 120	2 657 400
Chiffre d'affaires net	6 861 247	49 898 429	56 759 678

Secteur d'activité / Marché géographique	01/11/2020 au 31/10/2021	01/11/2019 au 31/10/2020	01/11/2018 au 31/10/2019
Ventes Produits Finis France	4 565 968 €	2 791 053 €	3 009 991 €
Ventes Produits Finis CEE	8 056 849 €	7 348 827 €	3 232 361 €
Ventes Produits Finis Export	41 705 965 €	43 879 328 €	49 570 666 €
Prestations Etude France	1 803 16 7€	585 595 €	1 401 375 €
Prestations Etude CEE	164 505 €	186 178 €	337 523 €
Prestations Etude Export	79 734 €	62 156 €	193 671 €
Prestations Sous-Traitance France	492 112 €	3 960 €	28 560 €
Prestations sous-traitance CEE	22 010 €	369 862 €	48 430 €
Prestations Sous-Traitance Export	170 918 €	380 224 €	264 996 €
Ports et Frais	4 200 €	0 €	1 750 €
Produits des activités annexes	14 539 €	5 792 €	0 €
Chiffre d'affaires net	56 759 678 €	55 009 098 €	58 089 323 €

2.6.2 Autres informations

2.6.2.1 Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux frais de développement engagés sur l'exercice clos au 31 octobre 2021 et représentent un montant de 805 255 €. Aucun frais financier n'est intégré à cette production immobilisée.

Les frais de développement immobilisés sont constitués par plusieurs éléments de charges. Ces charges sont des coûts humains, des coûts d'achat de matières, de sous-traitance et de logiciels.

2.6.2.2 Transferts de charges

- Exploitation : Remboursements sociaux divers: 13 066 €
- Exploitation : Frais refacturés : 2 941 €

2.6.3 Résultat financier

Le résultat financier est positif de 189 462 €; il est composé des éléments suivants :

- Des intérêts de compte-courant perçus pour 249 001 €
- Des charges d'intérêts courus sur avances remboursables pour 31 050 €.
- Des intérêts de compte-courant versés pour 28 489 €
- En conformité avec le règlement ANC 2015-05 les écarts de change à caractère commercial sont comptabilisés en exploitation.

2.6.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est positif de 200 264 €, se décomposant en :

- Régularisations diverses dégageant un produit de 4 107 €,
- Reprise de provision de 252 000 €, (Cf 2.4.1.2).
- Régularisations diverses dégageant une charge de de 5 842 €,
- Dotation aux provisions pour charges de 50 000 €, (Cf 2.4.1.2)

3 Informations relatives à la fiscalité

3.1 Impôt sur les bénéfices

3.1.1 Ventilation

		Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat avant impôts		20 164 773	200 264
Impôt au taux de :	28%	5 400 375	-486
	31%	-	-
Crédits d'impôts		-1 771 598	133 813
Participation des salariés		1 567 434	
Résultat après impôts		14 968 562	66 937

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

Crédits d'impôts :

- Crédit d'impôt recherche : 1 74 598 €
- Crédit d'impôt mécénat : 30 000 €

3.1.2 Impôt différé

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se compose comme suit :

Bases

- Participation des salariés 1 567 494
- Effort construction 44 695
- Organic 50 547
- Gain de change 48 428

Taux d'imposition ⁽¹⁾

28%

Créance d'impôt différé

479 109

⁽¹⁾ Taux de droit commun applicable à l'exercice clos

4 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

4.1 Engagements financiers donnés et reçus

4.1.1 Engagements donnés:

- Caution financière en faveur de la fondation partenariale Van Allen :

Engagement de payer à ladite fondation un montant de 150 000€ réparti en 50 000 € par an durant 3 ans. Cet engagement est conforté par une garantie bancaire (Société Générale). 1 versements de 50 000 € a été effectué au cours de l'exercice.

4.1.2 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Engagements retraite		Montant hors charges	Charges	Total
Indemnités de départ en retraite	Cadres	435 534 €	195 991 €	631 525 €
	Non cadres	193 488 €	87 070 €	280 558 €
		629 022 €	283 061 €	912 083 €
Engagements de pension à d'anciens dirigeants		-	-	-
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite		-	-	-

Notre entité ne provisionne pas les engagements retraite.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

1. Taux d'actualisation : 0,93 %
2. Taux d'évolution des rémunérations : 3 %
3. Taux de turn over : Statistique DARES 2008 Secteur Activité « Composants électriques et électroniques »
4. Pourcentage de survie : Table de mortalité (par sexe) INSEE t68_fm 2004-2006.

4.1.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autre	Total
Valeur d'origine	120 000 €	(*) 2 893 438 €			(*) 3 013 438
Amortissements :					
• Cumuls exercices antérieurs		1 799 124 €			1 799 124 €
• Dotation de l'exercice		213 610 €			213 610 €
TOTAL	0 €	2 012 734 €			2 012 734 €
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs		2 869 798 €			2 869 798 €
• Exercices		321 800 €			321 800 €
TOTAL		3 191 598 €			3 191 598 €
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus		321 800 €			321 800 €
• A plus d'1 an et 5 ans au plus		27 710 €			27 710 €
• A plus de 5 ans					
TOTAL		349 510 €			349 510 €
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus		1 €			1 €
• A plus de 5 ans					
TOTAL		1 €			1 €
Montant pris en charge dans l'exercice		321 800 €			321 800 €
(*) Frais d'acquisition inclus					
Échéance du contrat au 01/02/2023					

5 Informations diverses

5.1 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	104	
Employés	68	
Ouvriers	70	
TOTAL	242	

5.2 Rémunérations des dirigeants

- Rémunérations allouées aux membres :
 - des organes d'administration : Néant
 - des organes de direction :
cette information n'est pas communiquée car elle reviendrait à donner une rémunération individuelle.
 - des organes de surveillance : Néant

5.3 Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Deloitte & Cie
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	55 000
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	55 000

3 D PLUS

Société par actions simplifiée au capital de 1.554.867 euros
Siège social : 408 rue Hélène Boucher –78530 Buc
402 523 088 RCS Versailles

PROJET D'AFFECTION ET AFFECTATION DU RESULTAT EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2021

I. PROJET D'AFFECTION DU RESULTAT

Rapport de gestion du Président :

« Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 octobre 2021 s'élevant à 15.035.499,33 euros :

- dividende à l'actionnaire unique 4.400.000,00 €
étant précisé qu'à hauteur de 4.400.000,00 € cette distribution sera payée en Dollars US, l'équivalent en US Dollars étant déterminé en fonction du cours de change du jour du paiement,
- le solde au compte Autres réserves 10.635.499,33 €

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les distributions de dividendes et de réserves suivantes ont été réalisées au titre des trois exercices précédant le dernier exercice clos :

Exercice	2017/2018	2018/2019	2019/2020
Dividende brut	-	-	-
Distribution exceptionnelle prélevée sur les réserves	8.435.000 €	5.250.000 €	0 €
Dont dividende brut ouvrant droit à abattement pour les personnes physiques	-	-	-

»

II. AFFECTATION DU RESULTAT

Procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique du 11 février 2022 :

« L'actionnaire unique décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 octobre 2021 s'élevant à 15.035.499,33 euros :

- dividende à l'actionnaire unique 4.400.000,00 €
étant précisé qu'à hauteur de 4.400.000,00 € cette distribution sera payée en Dollars US, l'équivalent en US Dollars étant déterminé en fonction du cours de change du jour du paiement,
- le solde au compte Autres réserves 10.635.499,33 €

L'actionnaire unique constate, pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que les distributions de dividendes et de réserves suivantes ont été réalisées au titre des trois exercices précédant le dernier exercice clos :

Exercice	2017/2018	2018/2019	2019/2020
Dividende brut	-	-	-
Distribution exceptionnelle prélevée sur les réserves	8.435.000 €	5.250.000 €	0 €
Dont dividende brut ouvrant droit à abattement pour les personnes physiques	-	-	-

»

Le Président
Pierre Maurice



3D PLUS

Société par actions simplifiée

408 rue Hélène Boucher

78630 BUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2021

3D PLUS

Société par actions simplifiée

408 rue Hélène Boucher

78630 BUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2021

À l'associé unique de la société 3D PLUS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3D PLUS relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er novembre 2020 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d’ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l’associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

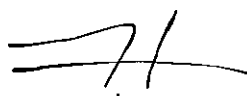
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 31 janvier 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Stéphane MENARD



3D PLUS

Comptes annuels



3D PLUS

Édité à partir de Loop V4.31.0

3D PLUS

Passif		Au 31/10/2021	Au 31/10/2020
Capitaux propres	Capital (dont versé : 1 554 867)	1 554 867	1 554 867
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 601 920	1 601 920
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	155 487	155 487
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées	14 265	14 265
	Autres réserves	37 169 137	31 140 407
	Report à nouveau		
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	15 035 499	14 228 730
	Situation nette avant répartition	55 531 176	48 695 677
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		55 531 176	48 695 677
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	618 519	602 334
Total		618 519	602 334
Provisions	Provisions pour risques	58 798	3 660
	Provisions pour charges		252 000
Total		58 798	255 660
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		3 857 627
	Total		3 857 627
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	1 039 777	1 519 139
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 621 140	3 919 995
	Dettes fiscales et sociales	8 177 890	9 707 676
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	314 529	267 621
Autres dettes	Autres dettes	400 068	612 076
	Instruments de trésorerie		
Total		12 513 629	14 507 369
Produits constatés d'avance			
Total des dettes et des produits constatés d'avance		13 553 406	19 884 136
Écart de conversion passif		48 428	23 042
TOTAL DU PASSIF		69 810 328	69 460 850
Autres dettes	Crédit-bail immobilier		671 311
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an à moins d'un an	12 513 629	18 364 997
	Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (3) dont emprunts participatifs		

3D PLUS

		France	Exportation	Du 01/11/2020 Au 31/10/2021 12 mois	Du 01/11/2019 Au 31/10/2020 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens	4 565 968	49 536 309	54 102 277	53 558 060
	- Services	2 295 279	362 120	2 657 399	1 451 037
	Chiffre d'affaires net	6 861 247	49 898 429	56 759 677	55 009 097
	Production stockée			869 558	927 311
	Production immobilisée			805 254	808 098
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			481 364	364 285
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			212 162	189 356
	Autres produits			324 993	263 740
Total				59 453 011	57 561 889
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats			6 836 884	5 335 686
	Variation de stocks			-885 943	371 123
	Autres achats et charges externes (3)			9 152 794	8 959 477
	Impôts, taxes et versements assimilés			798 226	1 042 718
	Salaires et traitements			13 851 907	12 796 623
	Charges sociales			5 504 631	5 053 372
	Dotations amortissements			2 890 917	2 878 328
	d'exploitation provisions				
Autres charges	• sur immobilisations			1 076 306	1 317 812
	• sur actif circulant			8 798	3 660
	• pour risques et charges			243 175	581 271
Total				39 477 700	38 340 075
Résultat d'exploitation		A		19 975 310	19 221 814
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée	B			
	Perte supportée ou bénéfice transféré	C			
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)			249 001	308 523
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)				6 178
	Reprises sur provisions, transferts de charges				14 614
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				249 001	329 316
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			59 538	312 261
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				59 538	312 261
Résultat financier		D		189 462	17 054
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E		20 164 772	19 238 869

3D PLUS

		Du 01/11/2020 Au 31/10/2021 12 mois	Du 01/11/2019 Au 31/10/2020 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 106	74 226
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge	252 000	190 000
	Total	256 106	264 226
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 841	4 692
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		191
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	50 000	
	Total	55 841	4 883
Résultat exceptionnel		F	
		200 264	259 342
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
		1 567 434	1 369 964
		3 762 103	3 899 517
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		15 035 499	14 228 730
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		3 366
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	321 800	321 800
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

SAS 3D PLUS

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/10/2021

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice	2
1.1	Événements principaux	2
1.2	Événements postérieurs à la clôture	2
1.3	Principes, règles et méthodes comptables	2
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	3
2.1	Actif immobilisé	3
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	4
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	5
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	6
2.1.4	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.	7
2.1.5	Informations financières	8
2.2	Actif circulant	9
2.2.1	État des stocks	9
2.2.2	Stocks de produits achetés	9
2.2.3	Stocks de produits fabriqués	9
2.2.4	Coûts d'emprunts intégrés aux stocks	9
2.2.5	Méthodes de dépréciation des stocks	9
2.2.6	Actif circulant / dépréciations	10
2.2.7	Produits à recevoir	11
2.2.8	Ecarts de conversion actif	11
2.2.9	Charges constatées d'avance	11
2.3	Capitaux propres	12
2.3.1	Capital social	12
2.3.2	Variation des capitaux propres	12
2.3.3	Autres fonds propres	12
2.4	Passifs et provisions	13
2.4.1	Provisions	13
2.4.2	Charges à payer	14
2.4.3	Avances et acomptes reçus sur commandes	14
2.4.4	Autres dettes	14
2.4.5	Ecarts de conversion passif	14
2.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
2.6	Compte de résultat	17
2.6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	17
2.6.2	Autres informations	18
2.6.3	Résultat financier	18
2.6.4	Résultat exceptionnel	18
3	Informations relatives à la fiscalité	19
3.1	Impôt sur les bénéfices	19
3.1.1	Ventilation	19
3.1.2	Impôt différé	19
4	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	20
4.1	Engagements financiers donnés et reçus	20
4.1.1	Engagements donnés:	20
4.1.2	Les engagements de retraites et avantages assimilés	20
4.1.3	Engagements pris en matière de crédit-bail	21
5	Informations diverses	22
5.1	Effectif moyen	22
5.2	Rémunérations des dirigeants	22
5.3	Honoraires des Commissaires aux Comptes	22

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Evénements principaux

A la date du 16 Mars 2020, le gouvernement français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe et dans le monde. De telles mesures ont également été imposés dans les pays avec lesquels travaille 3D Plus.

La volonté première de la direction du groupe Heico et de 3D Plus en France a été de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et ont évolué avec la situation.

La société a ainsi eu recours à l'activité partielle sur les mois de Mars à Juin 2021, d'abord pour l'ensemble du personnel puis avec un retour progressif "à la normale". Le Télétravail a été favorisé lorsqu'il était possible.

La production n'a pas été interrompue et le volume d'activité est resté satisfaisant.

L'entreprise n'a pas eu recours à d'autres aides que l'activité partielle mais a toutefois bénéficié sur l'exercice précédent du report d'échéances sociales (Les cotisations URSSAF Mars et Avril 2020, représentant 1 385 894€ ont été versées dans l'exercice).

Le contrôle fiscal se solde par un rappel de crédits d'impôts recherche sur des projets non retenus à hauteur de 133 813 €. La société avait maintenu dans ses comptes une provision de 252 000 €.

Aucun autre événement ni fait significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

1.2 Evénements postérieurs à la clôture

N'ayant que peu subi les conséquences des premières vagues de la pandémie, 3 D Plus aborde avec sérénité le nouvel exercice. Les perspectives de croissance pourraient toutefois se trouver ralenties par les décisions de divers acteurs du secteur, mais il est pour l'instant difficile d'en mesurer les incidences qui pourraient affecter le moyen terme plus que le court terme.

1.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, en précisant que celui-ci correspond au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

- Aucun coût d'emprunt n'a été comptabilisé en immobilisation.
- Les frais d'acquisitions sont comptabilisés en charges.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	6 006 403	685 852	-	6 692 255
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	5 717 709	909 920	706 183	5 921 446
Corporelles	Terrains	79 000	-	-	79 000
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencés et am. des constructions	5 096 614	-	-	5 096 614
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 350 272	1 054 318	20 001	13 384 589
	Installations générales, agencements, aménagements divers	993 289	131 511	-	1 124 800
	Matériel de transport	4 650	-	-	4 650
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 209 448	99 632	5 814	1 303 267
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	779 110	1 231 682	859 441	1 151 351
	Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL III		20 512 384	2 517 143	885 256	22 144 271
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	1 000	-	-	1 000
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	59 778	3 724	-	63 502
TOTAL IV		60 778	3 724	-	64 502
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		32 297 275	4 116 638	1 591 439	34 822 473

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		5 325 999	562 577	-	5 888 576
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		4 431 934	172 245	-	4 604 179
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	2 500 858	426 414	-	2 927 273
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 416 819	1 444 181	20 001	8 840 998
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	507 177	142 390	-	649 567
	Matériel de transport	2 002	1 550	-	3 552
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	937 127	141 561	5 814	1 072 874
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		11 363 983	2 156 096	25 815	13 494 264
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		21 121 916	2 890 918	25 815	23 987 019

2.1.2.1 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Incorporels		
Frais de développement	Linéaire	3
Brevets déposés par 3D Plus	Linéaire	5
Brevets acquis	Linéaire	20
Logiciels et progiciels acquis ou produits	Linéaire	3
Frais du site Internet	Linéaire	3
Corporels		
Constructions (*)	Linéaire	5/20 ans
Aménagements des constructions	Linéaire	5/10 ans
Matériel industriel	Linéaire	3/5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3/5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5/10 ans

(*) 3 D Plus applique la méthode par composant.

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Cf. 2.1.2 et 2.1.3

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	9 757 933	734 822	-	-	-	10 492 755
Corporelles	11 363 983	2 156 096	-	25 815	-	13 494 264
Financières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21 121 916	2 890 918	-	25 815	-	23 987 019

2.1.4 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

2.1.4.1 Frais de développement

Les frais de développement d'un montant de 6 692 255 € correspondent aux projets terminés immobilisés.

Les frais de développement des projets terminés sont immobilisés chaque année. Les frais de développement des projets n'ayant pas de sérieuses chances de réussite sont comptabilisés en charges. Les frais de développement des projets non terminés sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours et ne font pas l'objet d'amortissement.

Les frais de développement immobilisés sont constitués par plusieurs éléments de charges. Ces charges sont des coûts humains, des coûts d'achat de matières, des coûts indirects, de sous-traitance et de logiciels.

Types de dépenses	Charges	Immobilisations	Durée d'amortissement
<i>Frais de développement Année 2008</i>		323 089 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2009</i>		390 669 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2010</i>		502 023 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2011</i>		356 934 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2012</i>		415 488 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2013</i>		76 053 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2014</i>		719 879 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2015</i>		683 849 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2016</i>		265 164 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2017</i>		751 491 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2018</i>		654 035 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2019</i>		516 991 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2020</i>		350 738 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2021</i>		685 852 €	3 ans
Total		6 692 255 €	

2.1.4.2 Marques et brevets

Tous les brevets détenus par la société ont fait l'objet d'une inscription en immobilisation (même en valeur zéro). Hors annuité, les frais spécifiques à ces brevets déposés sont également immobilisés.

Les brevets sont comptabilisés pour 1 386 366 €.
Les marques sont comptabilisées pour 14 378 €.

2.1.4.3 Immobilisations incorporelles en cours

Ce poste intègre essentiellement les frais de développement des projets non encore terminés qui représentent 966 625 € contre 951 898 € au 31 octobre 2020.

2.1.4.4 Immobilisations corporelles en cours

Ce poste correspond :

- Pour 1 100 144 € à l'acquisition d'un bâtiment qui va devoir être restructuré pour répondre aux besoins de l'entreprise.
- pour 51 207 € à du matériel industriel en cours contre 68 110 € au 31 octobre 2020.

2.1.5 Informations financières

2.1.5.1 Prêts consentis

Solde du prêt consenti l'exercice précédent à un fournisseur dans le cadre des dispositions de la loi Macron : 10 046 €

2.1.5.2 Autres immobilisations financières

Dépôt de garantie : 53 455 €

2.1.5.3 Titres de participation

Informations financières	Capitaux propres avant résultat	Q/P capital détenu	VNC des titres	C.A. HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice
Filiales (+50%)					
Bernier Connect	2 203 732	100%	1 000	10 022 498	1 302 984

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	9 116 336	3 502 424	6 413 912
• Dont stock en transit	555		555
En cours de production de biens	3 221 946		3 221 946
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis	12 922 914	6 469 490	6 453 424
• Produits intermédiaires	1 624 043	588 910	1 035 133
• Produits finis	11 298 871	5 880 580	4 218 291
• Produits en transit			
TOTAL	26 061 196	9 971 913	16 089 282

2.2.2 Stocks de produits achetés

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré).

Le coût d'achat est composé uniquement du prix d'achat des matières concernées.

2.2.3 Stocks de produits fabriqués

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût de production y compris les frais d'approvisionnement. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

2.2.4 Coûts d'emprunts intégrés aux stocks

Aucun coût d'emprunt n'a été intégré aux valeurs de stock.

2.2.5 Méthodes de dépréciation des stocks

2.2.5.1 Dépréciation des matières premières, fournitures et produits semi-ouvrés

- Par lot, à compter de la date d'entrée en stocks ;
- Calcul de la provision sur l'âge en stock :
 - 0% jusqu'à moins de 24 mois d'âge ;
 - 50 % de 24 mois à 36 mois ;
 - 75% de 36 mois à 48 mois ;
 - 100% à partir de 48 mois.

2.2.5.2 Dépréciation des produits finis

- Par lot, à compter de la date d'entrée en stocks ;
- Calcul de la provision sur l'âge en stock :
 - 0% jusqu'à moins de 24 mois d'âge ;
 - 50 % de 24 mois à 36 mois ;
 - 100% à partir de 36 mois ;
- Provisionnement à 100% des articles dont le nombre par lot ne dépasse pas 5.

2.2.6 Actif circulant / dépréciations

2.2.6.1 Tableau des dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks	9 007 252	1 076 307	111 645	9 971 914
Créances	80 850	-	80 850	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	9 088 102	1 076 307	192 495	9 971 914

2.2.6.2 Dépréciation des stocks

Cf. 2.2.5

2.2.6.3 Dépréciation des créances clients

Les créances clients sont dépréciées en application des règles groupe, en fonction de l'ancienneté de la créance selon les règles suivantes (aménagées au 01/04/2020) :

- De 121 à 150 jours : dépréciation de 15%
- De 151 à 180 jours : dépréciation de 25%
- De 181 à 270 jours : dépréciation de 50%
- De 271 à 360 jours : dépréciation de 75%
- Supérieures à 360 jours : dépréciation de 100%

Il n'a pas été constaté de dépréciation en 2021

2.2.6.4 Dépréciation des autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.7 Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs, avoirs à recevoir	13 404
Crédits d'impôts	3 021 598
Organismes sociaux, produits à recevoir	4 410
Total	3 099 412

2.2.7.1 Crédit d'impôt recherche

La société, compte tenu de ses travaux de recherche, bénéficie du Crédit d'impôt recherche. A l'actif figure une créance de 2 991 598 € ; cette créance correspond au crédit d'impôt recherche de l'année civile 2020 pour 1 591 598 € qui sera imputé sur le solde d'impôt sur les sociétés 2020/2021 et à un crédit d'impôt recherche de l'année civile 2021 (10 mois) évalué à 1 400 000 € qui sera imputé sur le solde de l'impôt sur les sociétés 2021/2022.

2.2.7.2 Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir sont comptabilisées selon les "cost statements" établis et transmis aux organismes concernés.

2.2.8 Ecart de conversion actif

Clients	Fournisseurs	Total Ecart de conversion
8 798		8 798

2.2.9 Charges constatées d'avance

Ce poste s'élève à 560 083 € au 31 octobre 2021 et correspond à des charges courantes supportées concernant une période postérieure à la date d'établissement de la clôture.

2.3 Capitaux propres

2.3.1 Capital social

Le capital est composé de 1 554 867 actions de 1 euro de valeur nominale.

Aucun mouvement n'est à signaler sur la période concernée par cette clôture.

2.3.1.1 Identité de la société mère consolidant les comptes de la Société

Heico Electronic Technologies Corp. (Florida, USA)

2.3.2 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	1 554 867	-	-	1 554 867
Réserves, primes et écarts	32 912 080	6 028 730	-	38 940 810
Report à nouveau	-	-	-	-
Résultat	14 228 730	15 035 499	14 228 730	15 035 499
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	602 335	24 549	8 364	618 520
TOTAL	49 298 012	21 088 778	14 237 094	56 149 696

Des dividendes ont été distribués pour 8 200 000 €

2.3.3 Autres fonds propres

- Inclus dans la ligne « autres » des capitaux propres.
- Des avances conditionnées ont été perçues pour 618 519 € au 31 octobre 2021 pour les opérations et programmes ci-dessous :
 - OSEO, Projet « Smartlab » pour un montant de 274 805 €, déjà constatés l'exercice précédent ; l'avance remboursable prévue au total représentera 356 015 € remboursable dès l'atteinte d'un montant cumulé de chiffre d'affaires généré par la vente des produits issus du projet de 300 000 € et en fonction d'un échéancier.
 - AURIGA (BPI), Projet « Piave » pour un montant de 218 321 €, pour 226 685 € constatés l'exercice précédent. L'avance remboursable prévue est plafonnée à 365 516 € et sera remboursable par annuité au pourcentage du chiffre d'affaires (tel que défini au contrat) à concurrence de 471 518 €.
- Des intérêts à payer ont été provisionnés sur ces avances pour 125 393 €.

2.4 Passifs et provisions

2.4.1 Provisions

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (C)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	3 660	8 798	3 660	8 798
Provisions pour charges	252 000	50 000	252 000	50 000
TOTAL	255 660	58 798	255 660	58 798

2.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour pertes de change	3 660	8 798	3 660	8 798
Litige		50 000		50 000
Provisions pour impôts	252 000	-	252 000	-
TOTAL	255 660	58 798	255 660	58 798

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	255 660		58 798	137 473	118 187		57 798
Provisions pour charges							
TOTAL	255 660		58 798	137 473	118 187		57 798

2.4.1.2 Evaluation des provisions pour risques et charges

- La provision pour risque correspond à une provision constatée pour faire face aux pertes latentes de change pour 8 798 €, correspondant au montant de l'écart de conversion actif au 31 octobre 2021.
- Une provision a été dotée sur l'exercice à hauteur de 50 000 € liée à une procédure en cours pour contrefaçons initiée par l'entreprise.

2.4.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur avances conditionnées	125 393 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 525 086 €
Dettes fiscales et sociales	7 151 969 €
Total	8 802 448 €

2.4.3 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ce poste regroupe les acomptes clients perçus sur livraisons à venir à hauteur de 1 039 777 €

2.4.4 Autres dettes

Ce poste comprend les acomptes sur subventions pour 400 068 €.

2.4.5 Ecart de conversion passif

Clients	Fournisseurs	Total Ecart de conversion
	48 428	48 428

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		53 455	-	53 455
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		9 910 894	9 910 894	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*	10 046	10 046	-
	Personnel et comptes rattachés		1 361	1 361	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		4 410	4 410	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	3 218 417	3 218 417	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	285 387	285 387	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	6 326	6 326	-
	Groupe et associés		20 578 878	20 578 878	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		19 704	19 704	-
	Charges constatées d'avance		560 083	560 083	-
TOTAL			34 648 962	34 595 507	53 455

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		3 510 091	3 510 091	-	-
Personnel et comptes rattachés		5 708 500	5 708 500	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		2 029 643	2 029 643	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	101 161	101 161	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	738 655	738 655	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		425 579	425 579	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		12 513 629	12 513 629	-	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	-

2.6 Compte de résultat

2.6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendue :	4 565 968	49 536 309	54 102 278
- Biens			
- Services	2 295 279	362 120	2 657 400
Chiffre d'affaires net	6 861 247	49 898 429	56 759 678

Secteur d'activité / Marché géographique	01/11/2020 au 31/10/2021	01/11/2019 au 31/10/2020	01/11/2018 au 31/10/2019
Ventes Produits Finis France	4 565 968 €	2 791 053 €	3 009 991 €
Ventes Produits Finis CEE	8 056 849 €	7 348 827 €	3 232 361 €
Ventes Produits Finis Export	41 705 965 €	43 879 328 €	49 570 666 €
Prestations Etude France	1 803 16 7€	585 595 €	1 401 375 €
Prestations Etude CEE	164 505 €	186 178 €	337 523 €
Prestations Etude Export	79 734 €	62 156 €	193 671 €
Prestations Sous-Traitance France	492 112 €	3 960 €	28 560 €
Prestations sous-traitance CEE	22 010 €	369 862 €	48 430 €
Prestations Sous-Traitance Export	170 918 €	380 224 €	264 996 €
Ports et Frais	4 200 €	0 €	1 750 €
Produits des activités annexes	14 539 €	5 792 €	0 €
Chiffre d'affaires net	56 759 678 €	55 009 098 €	58 089 323 €

2.6.2 Autres informations

2.6.2.1 Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux frais de développement engagés sur l'exercice clos au 31 octobre 2021 et représentent un montant de 805 255 €. Aucun frais financier n'est intégré à cette production immobilisée.

Les frais de développement immobilisés sont constitués par plusieurs éléments de charges. Ces charges sont des coûts humains, des coûts d'achat de matières, de sous-traitance et de logiciels.

2.6.2.2 Transferts de charges

- Exploitation : Remboursements sociaux divers: 13 066 €
- Exploitation : Frais refacturés : 2 941 €

2.6.3 Résultat financier

Le résultat financier est positif de 189 462 €; il est composé des éléments suivants :

- Des intérêts de compte-courant perçus pour 249 001 €
- Des charges d'intérêts courus sur avances remboursables pour 31 050 €.
- Des intérêts de compte-courant versés pour 28 489 €
- En conformité avec le règlement ANC 2015-05 les écarts de change à caractère commercial sont comptabilisés en exploitation.

2.6.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est positif de 200 264 €, se décomposant en :

- Régularisations diverses dégageant un produit de 4 107 €,
- Reprise de provision de 252 000 €, (Cf 2.4.1.2).
- Régularisations diverses dégageant une charge de de 5 842 €,
- Dotation aux provisions pour charges de 50 000 €, (Cf 2.4.1.2)

3 Informations relatives à la fiscalité

3.1 Impôt sur les bénéfices

3.1.1 Ventilation

		Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat avant impôts		20 164 773	200 264
Impôt au taux de :	28%	5 400 375	-486
	31%	-	-
Crédits d'impôts		-1 771 598	133 813
Participation des salariés		1 567 434	
Résultat après impôts		14 968 562	66 937

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

Crédits d'impôts :

- Crédit d'impôt recherche : 1 74 598 €
- Crédit d'impôt mécénat : 30 000 €

3.1.2 Impôt différé

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se compose comme suit :

Bases

- Participation des salariés 1 567 494
- Effort construction 44 695
- Organic 50 547
- Gain de change 48 428

Taux d'imposition ⁽¹⁾

28%

Créance d'impôt différé

479 109

⁽¹⁾ Taux de droit commun applicable à l'exercice clos

4 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

4.1 Engagements financiers donnés et reçus

4.1.1 Engagements donnés:

- Caution financière en faveur de la fondation partenariale Van Allen :

Engagement de payer à ladite fondation un montant de 150 000€ réparti en 50 000 € par an durant 3 ans. Cet engagement est conforté par une garantie bancaire (Société Générale). 1 versements de 50 000 € a été effectué au cours de l'exercice.

4.1.2 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Engagements retraite		Montant hors charges	Charges	Total
Indemnités de départ en retraite	Cadres	435 534 €	195 991 €	631 525 €
	Non cadres	193 488 €	87 070 €	280 558 €
		629 022 €	283 061 €	912 083 €
Engagements de pension à d'anciens dirigeants		-	-	-
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite		-	-	-

Notre entité ne provisionne pas les engagements retraite.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

1. Taux d'actualisation : 0,93 %
2. Taux d'évolution des rémunérations : 3 %
3. Taux de turn over : Statistique DARES 2008 Secteur Activité « Composants électriques et électroniques »
4. Pourcentage de survie : Table de mortalité (par sexe) INSEE t68_fm 2004-2006.

4.1.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autre	Total
Valeur d'origine	120 000 €	(*) 2 893 438 €			(*) 3 013 438
Amortissements :					
• Cumuls exercices antérieurs		1 799 124 €			1 799 124 €
• Dotation de l'exercice		213 610 €			213 610 €
TOTAL	0 €	2 012 734 €			2 012 734 €
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs		2 869 798 €			2 869 798 €
• Exercices		321 800 €			321 800 €
TOTAL		3 191 598 €			3 191 598 €
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus		321 800 €			321 800 €
• A plus d'1 an et 5 ans au plus		27 710 €			27 710 €
• A plus de 5 ans					
TOTAL		349 510 €			349 510 €
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus		1 €			1 €
• A plus de 5 ans					
TOTAL		1 €			1 €
Montant pris en charge dans l'exercice		321 800 €			321 800 €
(*) Frais d'acquisition inclus					
Échéance du contrat au 01/02/2023					

5 Informations diverses

5.1 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	104	
Employés	68	
Ouvriers	70	
TOTAL	242	

5.2 Rémunérations des dirigeants

- Rémunérations allouées aux membres :
 - des organes d'administration : Néant
 - des organes de direction :
cette information n'est pas communiquée car elle reviendrait à donner une rémunération individuelle.
 - des organes de surveillance : Néant

5.3 Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Deloitte & Cie
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	55 000
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	55 000